Cac
FRC
8925

LE

VÉRITABLE INTÉRÊT

DE LA CAPITALE,

Par l'auteur du Secret de la coalition.

« Ceux qui vous ruinent et vous corrompent, ne sont certainement pas vos amis. »

Mf W 17915

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

LE
VÉRITABLE INTÉRÊT
DE LA CAPITALE,

Par l'auteur du Secret de la coalition.

MALGRÉ les nombreux détracteurs de la révolution, malgré les nombreux excès de ses partisans, malgré les nombreuses défectuosités de la constitution nouvelle, les hommes de bonne foi espèrent encore que nos maux ne sont pas sans remède, et que la liberté de la presse, la manifestation facile des opinions, seront des moyens de

corriger avec le temps tout ce qui est mauvais, de faire connoître tout ce qui est vrai et tout ce qui est faux, et d'établir ainsi le règne de la raison sur les débris des charlatanismes de tous les genres et des mensonges de toutes les sectes politiques.

Je crois vous avoir dit quelques vérités utiles dans la brochure intitulée : *Secret de la coalition ;* je vais vous soumettre aujourd'hui des réflexions nouvelles. Ami de la vraie liberté, je n'ai qu'un but et qu'une passion : je veux séparer le dieu que je sers, des prêtres imposteurs ou fanatiques qui vous cachent son autel, qui souillent son culte et qui mettent leurs petites passions à sa place.

C'est une misérable condition que celle de toutes les puissances ; les flatteurs les

entourent et la vérité les fuit. Vous voyez ce que devint le despotisme ; si vous n'y prenez garde, vous suivez absolument la même route, vous ne savez pas distinguer vos flatteurs d'avec vos amis ; les premiers travaillent pour eux, les seconds pour vous. Dès qu'un homme vous conseille ce qui lui profite, méfiez-vous-en. Soyez rigoureux dans vos jugemens ; ne craignez pas trop d'être ingrat ; vos vrais amis sont ceux qui vous dispensent de la reconnoissance.

Il n'en est pas d'un peuple comme d'un homme : celui-ci doit s'attacher ses amis par tous les moyens ; celui-là doit les soumettre à toutes les épreuves. Celui qui, travaillant pour ses contemporains, prétend être payé par eux, n'est ordinairement qu'un sot ou un fourbe : il est un sot, s'il croit y parvenir en leur disant toujours la vérité ; il est un fourbe, s'il veut se les

attacher en les flattant. Le véritable homme public, le véritable ami du peuple est celui qui n'attend sa récompense que de sa conscience et de la postérité ; celui-là ne s'éblouit point de la faveur, il l'apprécie ; celui-là n'est point abattu par les disgrâces, il les a prévues : il sait que le peuple doit être méfiant, parce qu'il est entouré de piéges ; il sait qu'il vaut mieux pour le peuple méconnoître deux bons citoyens que de se tromper sur un mauvais. Qu'importent à l'homme vertueux, et celui-là seul est ami du peuple, qu'importent, dis-je, à l'homme vertueux ces applaudissemens, ces couronnes civiques, ces éloges enthousiastes que Caton n'obtint jamais et dont César et Cromwel furent accablés ? Que lui importent ces proscriptions, ces bannissemens dont les idées lui rappellent les noms sacrés de Cicéron, de Scipion et d'Aristides ? Résigné à toutes les injustices, inaccessible à tous

les genres d'ivresse, l'ami du peuple aime l'humanité, obéit à sa conscience et compte sur le temps.

En vous traçant ce portrait, n'ai-je pas fait la satyre de ces petits hommes *populaciers* qui s'agitent au milieu de vous, qui mendient des hommages dans vos carefours, qui reçoivent le soir des journalistes des éloges dont ils leurs ont envoyé le matin les programmes, qui dans le sénat ne parlent que pour les tribunes (*), qui appellent *la nation*, les marchandes de marée et les brigands qu'ils soudoient, et qui, sentant eux-mêmes le vide de leur réputation, ne négligent pas sur leur route les moyens de se faire au moins une fortune, accaparent les emplois pour les garder ou pour les vendre, s'associent à toutes les opérations de finances, balbutient encore

(*) Et des tribunes soldées.

par habitude ou par politique les mots de *liberté*, de *peuple*, de *révolution*, et conviennent avec leurs amis que le *peuple* n'est qu'un *moyen*, la *liberté* un *fanal*, et la *révolution* une *mine*.

Je ne les ai pas nommés ces hommes qui se reconnoîtront sans peine à ce portrait. Ce sont encore eux qui ont mené toutes les intrigues et qui n'ont pas fait une loi; ce sont eux qui ont injurié tous les abus, après que d'autres les ont renversés; ce sont eux qui sont de tous les comités, et qui à peine ont signé deux ou trois projets de décrets; ce sont eux qui n'existent que dans le trouble et qui veulent le perpétuer; ce sont eux enfin, qui au moment où la France, ne connoissant plus d'ennemi dangereux, devroit ne s'occuper que de sa constitution, repoussent toutes les idées d'ordre public, et s'écrient

avec l'accent de la rage : *La révolution ne se fera pas, si on agit toujours comme si la révolution étoit faite.*

Expliquons-nous à nous-mêmes la valeur de ce propos, et demandons à l'homme (*) qui l'a tenu, ce qu'il entend par *la révolution qui n'est pas faite?* Ce n'est pas l'établissement d'une constitution représentative, elle existe. -- Ce n'est pas la chute des anciens abus, ils ont disparus, et nous gémissons déja des nouveaux. -- Ce n'est pas la destruction des ordres, elle est consommée depuis long-temps. -- Ce n'est pas l'expropriation du clergé, elle est décrétée depuis plus d'un an et la vente des biens s'effectue sans obstacle. -- Ce n'est pas la destruction des grands corps judiciaires, ils sont déja remplacés. -- Ce n'est

(*) M. Alexandre Lameth.

pas la fixation des limites du pouvoir exécutif ; dépouillé de tout, ce ne sont plus ses limites, ce sont ses pouvoirs qui restent à décréter.

Si tout ce qui peut s'appeler la révolution est consommé, si la France entière n'a plus à désirer que le calme et la paix, quelle est cette *nouvelle révolution qui n'est pas faite*, et que les factieux appellent à grands cris ? Ce vœu qu'ils indiquent nous est connu dès long-temps ; c'est la destruction absolue de tous les pouvoirs légitimes, de toute autre hiérarchie sociale que celle dont ils peuvent espérer d'être les chefs ; c'est la proscription de tous les bons citoyens qui peuvent leur disputer la confiance du peuple ; c'est l'état de choses dans lequel ce peuple sera assez ruiné pour obéir à l'immoralité de leurs conseils, assez aveugle pour s'abandonner à l'illusion

de leurs promesses, assez vil pour porter leurs chaînes, et les suivre en les connoissant. -- Voilà ce qu'ils appellent la révolution, et cette *révolution n'est pas encore faite.*

Je m'étonne toujours du peu d'efficacité des leçons de l'expérience. Les mêmes événemens se reproduisent, les mêmes symptômes les annoncent, la même imprévoyance les entoure, les mêmes fautes se renouvellent. Le gouvernement de Charles I.er étoit mauvais, ses ministres étoient déprédateurs; la confiance publique attendit du parlement le remède aux maux qui désoloient l'empire Britannique. Le parlement fit rentrer l'autorité royale dans ses bornes légitimes; alors quelques personnes trouverent aussi que *la révolution n'étoit pas faite.* On conduisit Charles I.er sur l'échaffaud; alors quelques personnes trouvèrent encore que

la révolution n'étoit pas faite. On plaça Cromwel sur le trône ; alors Cromwel et ses amis trouvèrent *que la révolution étoit* FAITE.

Je sais bien que nos factieux sont au-dessous des talens et des espérances de Cromwel ; leurs essais dans ce genre n'ont pas été heureux ; mais ce qu'un homme supérieur fait pour régner, des brigands le font pour piller impunément. Cromwel établit le despotisme, parce qu'il étoit de force à régner seul ; ceux-ci appellent l'anarchie, parce qu'ils y trouveront leur intérêt et le seul genre de domination au-dessous duquel ils ne soient pas.

Mirabeau les connoissoit bien (*), cet

(*) Mirabeau disoit : Il faut que les loix soient faites avec la plus grande liberté, et exécutées avec le plus

homme qui les avoit essayés et qui avoit fini par les jeter là comme des instrumens vicieux et inutiles ; il s'irritoit de la lâcheté qui les souffroit ; il avoit enfin senti le besoin d'établir son existence politique sur les mêmes bases que le bonheur de la France ; il convenoit que la révolution étoit faite et qu'il falloit établir l'ordre public ; il s'est affligé en mourant de n'avoir pu consommer ce nouvel ouvrage. Peut-être le sentiment de sa force et de la foiblesse de ceux qu'il laissoit après lui, lui a-t-il arraché cette triste prophétie : *J'emporte*, dit-il, *le deuil de la monarchie ; les factieux s'en partageront les lambeaux.*

Voyez comme dans chaque circonstance

---

fort despotisme. -- Ceux-ci disent : Il faut que les loix soient faites sous le plus affreux despotisme, et que la licence puisse toujours en entraver l'exécution.

leur petit intérêt personnel est le guide de leur conduite. Il est question de nommer des officiers généraux aux troupes de ligne ; M. du Portail a la foiblesse de mettre sous les yeux dn roi le nom de M. d'Orléans, le roi l'efface ; MM. de Menou et Alexandre de Lameth s'irritent du refus du roi, menacent le ministre, et à l'appui de ces menaces, on envoie dans le faubourg Saint-Antoine des émissaires qui invitent le peuple à se porter aux Tuileries pour venger la prétendue injure faite à M. d'Orléans. De quel intérêt est-il pour la révolution ? est-il pour vous ? est-il pour la gloire des armes Françoises, qu'une partie de vos troupes soit confiée à M. d'Orléans ? Ses premiers essais militaires vous l'ont-ils donc montré comme le soutien de la patrie ? Connoissez-vous assez peu la liberté pour confondre avec ses amis, le plus impudent protecteur de la licence ?

Les cris des mêmes hommes ont environné pendant long-temps le ministre des affaires étrangères. Qnel est son crime aux yeux de la révolution dont il a toujours suivi les principes ? C'est de n'avoir pas exclusivement livré aux créatures des factieux, les emplois diplomatiques. C'est pour ce délit qu'ils se permettent de le dénoncer, de le poursuivre par tous les moyens. Est-ce donc là la conduite des véritables amis du peuple ? est-ce pour votre intérêt ou pour le leur que vous les voyez s'agiter ? Vous n'avez besoin que de la paix, ils ne sèment que la discorde. Êtes-vous donc à vous apercevoir de la dépopulation de Paris et de la diminution du commerce ? ne voyez-vous pas chaque jour le nombre des mécontens augmenter, par cela même que l'on confond la révolution avec ceux qui s'en disent les chefs, et qu'on vous accuse de tous les excès qu'ils provoquent ?

Croyez-vous que les violences exercées dans les églises, que les insultes faites à ceux qui n'ont pas prêté le serment, soient utiles à la cause de la liberté ? Non sans doute : ces coupables absurdités ne produisent que de mauvais effets ; il en résulte nécessairement que les opposans s'irritent par la persécution ; que les partisans de la révolution conçoivent des doutes sur une cause que l'on veut défendre par de tels moyens ; que les gens riches s'éloignent d'une capitale où dans les asyles consacrés à la piété et à la pudeur, leurs filles peuvent être fouettées par des brigands, ou insultées par des poissardes.

Consultez les registres des sections, ceux de la poste aux chevaux, vous verrez combien de consommateurs vous fuient ; vous verrez que les jours qui suivent un mouvement populaire quelconque, présentent un

nombre double et triple de départs dans la capitale ; chacun peut se procurer ces listes, et la municipalité auroit dû les rendre publiques et vous donner depuis long-temps cette leçon de l'expérience. Je n'ai plus besoin de vous dire qui est-ce qui commande les émeutes, vous le savez tous aussi bien que moi ; je n'ai qu'une demande à vous faire. Les émeutes produisent les émigrations, les émigrations vous ruinent ; ceux qui commandent les émeutes, sont-ils les véritables amis du peuple ?

Les émigrations entraînent nécessairement l'exportation du numéraire ; je sais que l'on en accuse les mécontens : certainement ils joueroient leur jeu, car ils vous feroient un très-grand mal ; mais pourquoi les secondez-vous, en grossissant journellement leur nombre, en forçant des hommes tranquilles, des hommes qui ne vous demandoient que

sûreté, à fuir une terre où il n'y en a plus et à emporter leur argent? Voulez-vous savoir à quel point la rareté du numéraire s'augmente en France? vous avez deux thermomètres certains. La perte de l'échange des assignats contre l'argent, et la différence du change dans les différentes places de l'Europe.

Prenez une des années les plus malheureuses du règne de Louis XV, le ministère de l'abbé Terray ; prenez l'année de la chute du système de Laws, rapprochez les notices du change d'alors avec celui du temps présent, et vous jugerez à quel point la quantité actuelle de votre numéraire est en disproportion avec celui des autres nations.

Ce ne sont pas là des déclamations, ce sont des faits. C'est une grande calamité

dont je vous indique la cause. Les factieux ont senti qu'il falloit au moins feindre de lui chercher un remède, mais ce remède est pire que le mal, et il est facile d'en juger. On vous a dit dans les sections : *Arrêtez le numéraire aux diligences;* on a dit dans l'assemblée nationale : *Faites une loi contre les émigrans.* Ces deux moyens que l'on a eu la perfidie de vous annoncer comme efficaces, tendent évidemment à doubler les maux qu'il est question de guérir, et c'est une bien infernale ruse que celle de vous rendre vous-mêmes les instrumens du trouble dont ils ont besoin, et de se vanter de guérir la maladie qu'ils enveniment.

Je ne m'étendrai par sur les suites funestes d'une loi contre les émigrans. Vous avez vu le comité de constitution, vous avez entendu Mirabeau vous assurer que sans

parler des raisons morales qui repoussent une telle loi, cette loi étoit impossible, et qu'elle augmenteroit nécessairement les émigrations. Quel seroit en effet le moyen de distinguer le commerçant utile, qui pour votre propre avantage et pour le sien, passe plusieurs mois de l'année chez l'étranger, de l'homme mécontent, qui alléguant aussi des prétextes de commerce, y va consommer ses revenus ? Qui empêche ce dernier de vous soutenir qu'il fait aussi le commerce? A quelle avilissante inquisition, à quelles inutiles recherches sera-t-on forcé de descendre pour découvrir s'il en impose? qui de vous voudra montrer ses factures, ses relations commerciales? qui de vous voudra rester propriétaire dans un pays où l'on est inquiété si on y demeure, et ruiné si l'on en sort?

La proposition d'un impôt double pour

les émigrans sera de même bientôt éludée dans la pratique. Une vente simulée fera bientôt disparoître aux yeux de la loi le véritable propriétaire. Dans tous les cas, il ne résultera de cette loi qu'une seule chose, c'est un redoublement d'émigrations. Le piége étoit trop grossier pour que les législateurs y tombassent, et malgré les cris des Jacobins, la funeste loi n'a pas eu lieu.

Quant aux entraves mises à la circulation du numéraire, il ne faut ni beaucoup de connoissances, ni beaucoup de réflexions pour sentir qu'il en résulteroit la ruine absolue du commerce. L'étranger ne vous vendroit plus rien, si l'argent avec lequel il doit être payé, pouvoit lui être enlevé à moitié chemin; les marchés même entre François d'une ville à l'autre ne pourroient plus s'effectuer, si l'argent éprouvoit la moindre gêne dans sa circulation.

C'est malgré l'évidence de ces principes, que l'on a vu des folliculaires vous exhorter à piller les diligences, et le conducteur infidèle qui a dénoncé et fait arrêter celle de Lille, recevoir dans le club des Jacobins, les éloges et les remerciemens des factieux. C'est avec une infatigable activité que les artisans de troubles saisissent tous les prétextes, profitent de toutes les circonstances pour éterniser le désordre.

Voyez avec quel art ils ont usé du mécontentement excité par la demande du serment des prêtres; il est plus essentiel que vous ne croyez, de vous faire une idée bien juste de cette affaire, qui est une affreuse pomme de discorde jetée au milieu de vous par vos véritables ennemis.

Peu d'entre vous sont bien au fait de la question. Pour la bien entendre, il

faut reprendre les choses de plus loin.-- Au moment où la révolution s'est faite, la foiblesse du gouvernement, les succès des amis de la liberté ont excité les espérances, et enflé le courage de tous ceux qui avoient été opprimés dans l'ancien régime. -- Il y avoit en France trois sectes qui y avoient essuyé de longues vexations. -- Les protestans, les jansénistes, et ce qu'on appeloit les philosophes; ils ont tous attaché leur cause à celle de la liberté. -- Quand les philosophes ont vu que l'on dépouilloit le clergé, ils ont écrit et crié contre lui; ils l'ont accablé d'injures, de sarcasmes; ils ont peint les prêtres sous des couleurs affreuses, et ont cherché à avilir la religion au nom de laquelle on les avoit persécutés.

Les protestans, dès qu'ils ont vu la liberté des opinions décrétée, ont aspiré à

obtenir une sorte de suprématie, et se sont tous attachés avec affectation au nouveau système ; ils ont voulu étayer le triomphe de leur secte, du triomphe de la liberté ; ils ont affecté de confondre le catholicisme et le despotisme ; ils ont décrié le pape, l'influence du pape ; ils ont parlé des richesses du clergé au moment où il venoit d'être réduit à l'aumône, et ont provoqué par tous les moyens la ruine du catholisisme.

Les jansénistes, amateurs des chimères d'un rigorisme outré, haineux comme tous les fanatiques, indignés de l'empire qu'avoient long-temps exercé les évêques, et de l'appui que la cour de Rome avoit constamment donné à leurs ennemis, ont aussi pensé que le moment étoit venu de recréer *leur petite église*, et d'influencer à leur tour.

Toutes les petites passions ont marché

au même but ; M.rs Camus et Fréteau, jansénistes, Barnave et Rabaut, protestans, &c. ont entraîné l'assemblée nationale : non contente de trouver et de saisir une grande ressource dans les biens ecclésiastiques, elle s'est laissée aller à créer une nouvelle forme de gouvernement religieux. Elle n'a pas voulu toucher au dogme, mais elle a évidemment changé la discipline. --- La triple influence dont j'ai parlé a dicté ce nouveau code. --- Il a été sévère, parce que les jansénistes y ont porté leur esprit d'exagération & de rigorisme, et que les philosophes ont secondé leurs vues, dans l'espérance qu'il écrouleroit plus tôt. Il a été démocratique et dégagé de l'influence du pape, et peu favorable aux évêques, parce que les protestans ont cherché à le rapprocher du leur : ainsi a été faite la constitution civile du clergé. --- Plus elle étoit par sa nature une œuvre étrangère à la constitution

nationale, plus ses auteurs ont voulu l'étayer d'un appui respectable; ils ont inventé le serment, et ils ont fait décréter que tous les prêtres qui ne le prêteroient pas, seroient déchus de leurs fonctions. Cette mesure a été de la plus grande impolitique; on auroit dû voir que les prêtres s'y refuseroient pour la plupart, les uns par conscience et d'autres par humeur. --- Cela est effectivement arrivé; il a fallu les remplacer, et les choix sont tombés dans le plus grand nombre de lieux sur des sujets très-méprisables; cela n'a pas pu être autrement, parce qu'en religion, les hommes qui adoptent des nouveautés, le font rarement par conviction; et qu'en probité, les gens qui se couvrent de la dépouille d'un homme, ne sont pas des hommes délicats. --- Voilà ce que M. Barnave et M. Camus auroient dû prévoir; ils ne l'ont pas fait, ou du moins ils n'ont pas été arrêtés par cette

réflexion. On a cru qu'il étoit tout simple de soutenir par la force un ouvrage que la raison n'avouoit pas ; on a répandu des écrits incendiaires, on a répété, publié que les prêtres réfractaires étoient des séditieux et des *aristocrates*. De leur côté, ceux-ci ont écrit avec chaleur contre le serment et contre ceux qui l'exigent ; et c'est ainsi qu'ont été placés au milieu de nous les germes de désordre que nos ennemis cherchent à développer journellement. --- Si vous ne mettez pas une extrême attention à vous défendre de toutes les suggestions intéressées, vous pouvez allumer un incendie, vous pouvez faire renaître tous les excès du fanatisme. Jugez à quelle misère Paris va être en proie, si ce nouveau fléau se répand parmi nous ! L'émigration décuplera, le commerce périra tout-à-fait, personne ne pourra plus vivre que les factieux et les brigands. Le directoire du dé-

partement avoit senti que tous ces maux alloient arriver ; il vous avoit proposé le seul remède, *la tolérance*. Il avoit, par son ordonnance, assuré au culte national la prééminence qui lui est due ; il avoit permis à toutes les opinions religieuses d'exister paisiblement ; il avoit rendu toute fermentation inexcusable.

Les personnes, que des scrupules empêchent d'accepter la constitution civile du clergé, devoient conserver leurs prêtres, et avoir des églises en les payant, ils ne peuvent troubler aucunement l'ordre public.--- Voilà ce que le département pouvoit ordonner de plus sage : vous avez rendu cette mesure infructueuse en vous livrant à des excès qui n'ont même plus de prétexte.

Observez soigneusement les folliculaires, les orateurs, les motionnaires qui vous ont excités à aller troubler les asyles des per-

sonnes à qui la loi vient d'en offrir, à renouveler la scène odieuse des Miramionnes; sachez à quel parti tiennent les boute-feux, et jugez ce parti d'après ses œuvres.

Il ne vous faut plus qu'une chose dans ce moment, c'est de l'ordre et du repos; la France a essuyé une commotion universelle, cette commotion dure depuis deux ans, vous ne pouvez pas la supporter plus long-temps sans périr. --- Remarquez que le parti vaincu ayant encore de nouveaux excès à craindre, recevra la paix comme un bienfait; et si on lui montre enfin clairement que l'on ne veut pas s'arrêter, le désespoir peut lui donner des forces. --- Je vois un orage terrible se former dans le lointain; les mêmes hommes qui fomentent des troubles ici, ont envoyé chez les autres puissances des émissaires qui sont arrêtés, qui sont interrogés, qui ont parlé; et si les puissances voient que vous ayez donné toute votre confiance

à ces scélérats, elles se réuniront contre vous. --- Et croyez-vous qu'ils vous défendront ? non, sans doute, ils sont trop lâches. -- Rappelez-vous toute leur conduite.-- Qui est-ce qui le jour de la séance royale dit : *Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier?* ce ne fut pas eux (*). Qui est-ce qui a proposé et rédigé l'adresse pour le renvoi des troupes ? ce ne fut pas eux (**). Qui est-ce qui dit le jour où l'armée de Broglio environnoit Paris : (***) *La constitution sera, ou nous ne serons plus ?* ce ne fut pas eux. -- Qui est-ce qui alors avoit des chevaux cachés derrière les étangs de Versailles pour s'enfuir ? c'étoit eux (****). Qui est-ce qui

---

(*) M. l'abbé Syeys, si calomnié par les Jacobins, et qui va, dit-on, les combattre chez eux.

(**) Mirabeau, dont les Jacobins ont fait crier la grande conjuration.

(***) M. de Clermont-Tonnerre, membre du club monarchique, si persécuté par les Jacobins.

(****) MM. de L.

s'en alloit en Angleterre? c'étoit eux (*).-- Croyez-moi, je les épargne en ne poussant pas plus loin l'exposé de leur conduite.

Voulez vous conserver à jamais ce que votre révolution a d'utile? séparez-en tout de suite les scélérats qui la souillent; ce sont eux que tout le monde hait. --- Quel homme aimoit plus la révolution que Mirabeau? Eh bien! les mécontens lui ont tout pardonné, depuis qu'ils l'ont détaché de ces brigands. -- Je mets en fait que leur disgrâce, que leur chûte sera le premier signal de la paix.

Les émigrations ruinent Paris et alarment les amis de la liberté; les émigrations cesseroient bientôt, si le calme et la sûreté étoient rétablis dans Paris.

Votre intérêt véritable est donc de les rétablir, et le moyen le plus prompt, le plus effi-

(*) M. d'Or,

cace, c'est d'ouvrir les yeux sur les auteurs des troubles, de les bien environner de votre mépris, de repousser leurs émissaires, de vous expliquer franchement, de manifester une véritable opinion publique, et de prendre enfin l'attitude ferme et calme d'un peuple libre.

Je vous le dis avec vérité et avec connoissance de cause, le jour où il sera généralement établi que Paris ne se gouverne que par la loi, qu'il n'y a plus d'autres puissances dans la capitale que le département et la municipalité, et que les d'Orléans, les Lameth, les Barnave, les Duport et leurs vingt-huit (*) satellites seront tous appréciés; ce jour, dis-je, vos maisons seront louées, l'argent sera moins cher, et la révolution sera faite.

(*) Total, 33, calcul de Mirabeau.